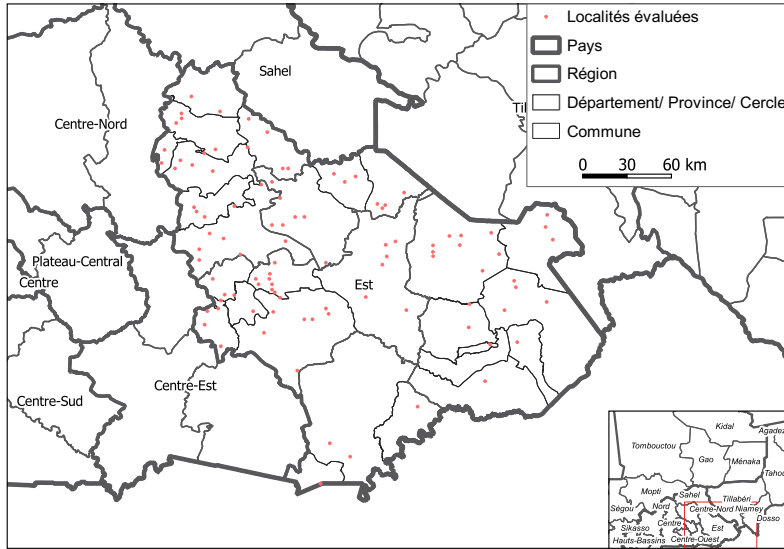


Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région de l'Est

Couverture géographique

Localités évaluées par province dans la région de l'Est



Communes couvertes par province

Province de la Gnagna | Communes de Bilanga, Bogandé, Koala, Liptougou, Mani, Piela, Thion**Province du Gourma** | Communes de Diabo, Diapangou, Fada N'gourma, Matiakoali, Tibga, Yamba**Province du Kompienga** | Communes de Kompienga, Madjoari, Pama**Province de la Tapoa** | Communes de Botou, Diapaga, Kantchari, Logbou, Namouno, Partiaga, Tambaga, Tansarga**Province de la Komondjari** | Communes de Bartiebourgou, Foutouri, Gayeri

Couverture de l'évaluation

169 IC interviewés

- 164 ont visité les localités au cours des 30 jours avant l'évaluation
- 5 ont été en contact (en personne / par téléphone) avec une personne de la localité au cours des 30 jours avant l'évaluation

169 Localités évaluées

27/ 27 Communes évaluées avec 5% de couverture ou plus

5/ 5 Provinces évaluées avec 5% de couverture ou plus

Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et à des tensions entre les communautés, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement de 1 902 150 personnes à l'intérieur du Burkina Faso (PDI) à la date du 30 avril 2022¹.

REACH bénéficie du financement du Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels, suite à une phase pilote conduite au mois de novembre 2019. Cette fiche d'information présente les principaux résultats de ce suivi de la situation humanitaire dans la région de l'Est, au mois de mai 2022. Tous les produits d'information sont disponibles sur le site [Reach Resource Center](https://reachresourcecenter.org/).

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités (villages, hameau de culture, chef lieu de commune...), à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois avant la collecte de données) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'admin 3 (commune) ont été évaluées. L'atteinte du seuil de 5% au niveau admin 2 permettra la présentation des résultats pour cette zone.

Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 04 et 19 mai 2022. Sauf indication contraire, tous les pourcentages représentent la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté cette réponse spécifique pour la majorité de la population de la localité dans une période de 30 jours précédant la collecte des données. Par conséquent, les résultats présentés dans ce produit doivent être considérés comme indicatifs.

Résultats clés

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :

- La présence de groupes de population déplacée interne (PDI)
- L'arrivée de nouvelles PDI au cours des 30 jours avant l'évaluation²
- L'arrivée de retournés au cours des 30 jours avant l'évaluation²
- Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population
- Une perturbation des moyens de subsistance habituels
- Des contraintes d'accès à distance de marche aux services de santé³
- Des contraintes d'accès à distance de marche aux services nutritionnels³
- Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population
- Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI⁴
- Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche³
- Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population

Provinces de la région de l'Est

	Gnagna	Gourma	Kompienga	Tapoa	Komondjari
La présence de groupes de population déplacée interne (PDI)	77%	58%	57%	33%	41%
L'arrivée de nouvelles PDI au cours des 30 jours avant l'évaluation ²	7%	24%	0%	29%	0%
L'arrivée de retournés au cours des 30 jours avant l'évaluation ²	0%	60%	0%	0%	0%
Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population	66%	64%	86%	57%	82%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	63%	48%	86%	19%	65%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services de santé ³	3%	12%	14%	5%	6%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services nutritionnels ³	0%	10%	14%	5%	6%
Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population	49%	44%	43%	41%	47%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI ⁴	96%	97%	75%	93%	71%
Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche ³	97%	70%	100%	95%	100%
Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population	83%	68%	86%	90%	71%

1. Conseil National de Secours, d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR). [Situation des personnes déplacées internes dans les communes](#), mai 2022.

2. Pourcentage calculé par rapport à la totalité des localités ayant rapporté la présence du groupe de population en question lors des 30 derniers jours.

3. La définition de « accès à distance de marche » est laissée à la discrétion des IC.

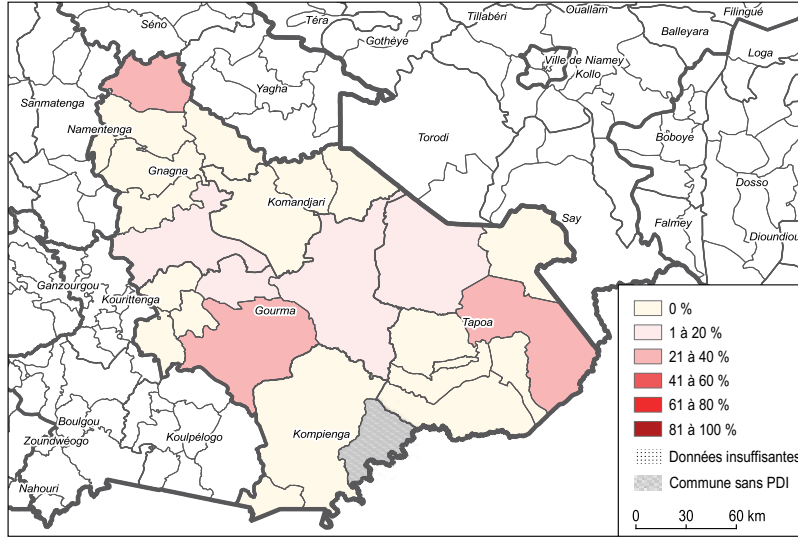
4. La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région de l'Est

Déplacements et mouvements de population

Proportion de localités évaluées où les IC signalaient une arrivée de personnes déplacées internes cours des 30 jours avant l'évaluation:



Dans le mois de mai, la situation sécuritaire demeurait préoccupante et caractérisée par la multiplication des attaques et des déplacements de population⁵. Ce sont dans les provinces de la Gnagna (77% des localités évaluées) et de la Gourma (58% des localités) que la présence de PDI a été le plus rapporté par les IC au cours des 30 derniers jours précédant la collecte de données de mai. En effet, le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) dénombrait au sein de la région 170 416 PDI dont 36 653 femmes et 88 782 enfants¹. Selon les IC la situation de déplacement a pour facteur déclenchant la violence dans la localité d'origine (95% des localités évaluées). Cette situation était plus marquée dans les régions de la Gourma et de la Gnagna (plus de 93% des localités évaluées), qui étaient également les deux provinces de la région subissant le plus de menaces de violence sur la période⁵. Cependant, selon les données de la CONASUR, le Gourma est la troisième province regroupant le plus de PDI¹ au Burkina Faso. Selon les IC, les PDI représentaient moins de la moitié de la population d'origine dans la majorité des localités évaluées (88%). Par ailleurs, les IC rapportaient que les PDI étaient majoritairement originaires de leurs provinces d'accueil, sauf la Gnagna qui accueillait des PDI venant d'origines diverses comme la Gourma, la Kompienga et le Soum.

Facteurs principaux déclenchant les déplacements de PDI (% de localités évaluées dans la région de l'Est)²:

Violence dans la localité d'origine	95%	
Déplacement préventif	5%	

Principales provinces ayant la plus forte proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI / retournés :

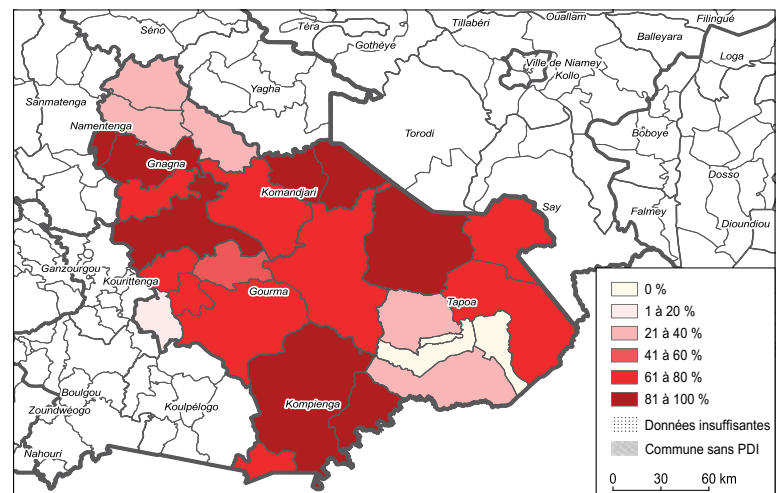
PDI	Retournés ⁶
1 Gnagna 77%	1 Gourma 10%
2 Gourma 58%	
3 Kompienga 57%	

De la collecte de données de mars 2022, la présence du groupe des personnes retournées a été faiblement rapporté par les IC dans les localités évaluées (3%) en mai 2022. Leur présence a été rapportée uniquement dans les localités du Gourma (10%), notamment dans les communes Fada N'gourma et de Yamba.

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Les IC rapportaient que l'accès à la nourriture n'était pas suffisant dans 67% des localités évaluées dans la région de l'Est durant la collecte de données effectuée au mois de mai. Les principales raisons citées de cette insuffisance de nourriture étaient l'accroissement des prix (99% des localités évaluées), l'épuisement des stocks (88%) et la disponibilité très limitée des produits (46%)⁸. En effet, la situation alimentaire dans les 30 jours précédant la collecte de données du mois de mai demeurait problématique dans la région de l'Est, qui était touchée par l'insécurité et les déficits de productions⁹. Selon le FEWS NET⁹, la forte hausse des prix des denrées (60 à 70% comparée à la moyenne quinquennale) sur les marchés dont ceux de l'Est affectait la qualité de la consommation alimentaire⁹. Par ailleurs, dans 47% des localités évaluées, les IC rapportaient que la majeure partie de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels. La raison évoquée dans la majorité des localités évaluées (97%) était l'insécurité. Les activités de subsistance les plus perturbées étaient l'élevage de bétail (87% des localités évaluées) et le commerce (78%)⁷.

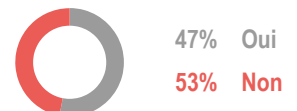
Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté l'absence de marchés fonctionnels à distance de marche, et principale raison^{10 11}:

Région de l'Est	%	Marchés non sécurisés
Kompienga	29%	Marchés non sécurisés
Gourma	12%	Marchés non sécurisés
Komondjari	6%	Marchés non sécurisés
Tapoa	2%	Pas de marchés à distance de marche

% de localités évaluées dans la région de l'Est où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à ses moyens de subsistance habituels :



5. Glumu.info, [Terrorisme : La Gnagna, la nouvelle cible des terroristes à l'Est](#), mai 2022.

6. Aucun IC n'a signalé la présence de retournés dans les localités enquêtées de la Gnagna, de la Tapoa, et de la Komondjari.

7. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

8. OCHA, [Aperçu de la situation humanitaire](#), mai 2022.

9. FEWS NET, Burkina Faso [Perspectives sur la sécurité alimentaire février - septembre 2022](#).

10. La définition de « distance de marche » et de « fonctionnel » est laissée à la discrétion des IC.

11. Dans les provinces de la Gnagna, des marchés fonctionnels étaient accessibles depuis l'ensemble des localités évaluées selon les IC.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région de l'Est

Santé et Nutrition

% des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche¹⁰, et principales raisons de contrainte d'accès (Top 4 des provinces)^{7 12}:

Région de l'Est	7%	Pas d'infrastructure à proximité
Kompienga	14%	Infrastructure fermée pour insécurité
Gourma	12%	Infrastructure détruite lors d'attaque
Komondjari	6%	Pas d'infrastructure à proximité
Tapoa	5%	Pas d'infrastructure à proximité

L'accès aux services de santé fonctionnels dans la région de l'Est reste perturbé par la situation sécuritaire¹³. En effet, dans 7% des localités évaluées, les IC ont rapporté l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche, notamment, dans la province de la Kompienga¹⁰. Les principales barrières à l'accès à ces services citées étaient: le manque d'infrastructure à proximité (36% des localités évaluées), la fermeture des infrastructures sanitaires à cause de l'insécurité (27%) et la destruction des infrastructures sanitaires lors des attaques (18%). Par ailleurs, l'absence de programmes nutritionnels au cours du derniers mois avant la collecte de données a été rapporté dans plus de 6% des localités évaluées, notamment dans la Kompienga et le Gourma.

Abris et biens non-alimentaires (BNA)

% de localités évaluées ayant rapporté la présence de PDI où la majorité d'entre eux ne vivaient pas dans des conditions adéquates de logement (top 3 des provinces)¹⁴:

Région de l'Est	93%
Gnagna	96%
Gourma	96%
Tapoa	93%

La région de l'Est demeurerait confrontée à des enjeux en termes de logements pour les PDI. En effet, les IC rapportaient que dans plus de 93% des localités évaluées accueillant des PDI, ceux-ci ne vivaient pas dans des conditions adéquates, notamment dans les provinces de la Gnagna, le Gourma et la Tapoa. Selon les IC, les conditions de vie étaient inadéquates en raison du manque d'espace fermé pour garantir l'intimité et la protection (33% des localités évaluées), des risques d'évictions pour manque de ressources économiques ou de protection foncière (31%) et du manque de sécurité dans le quartier d'habitation (20%). La proportion des risques d'évictions pour manque de ressources économiques ou de protection foncière élevée peut s'expliquer par le fait que certains PDI occupent des abris sans accord préalable des propriétaires (8% des localités évaluées) ou d'autres y sont à titre locatif (7%). Selon les IC, les abris dont disposaient les PDI étaient de quatre types, à savoir les abris permanents (60% des localités évaluées), les cases traditionnelles (35%) et les abris de transition (3%). Des destructions d'abris ont été rapportées, dans 12% des localités évaluées dans la région, notamment dans le Gnagna et le Kompienga.

Top 3 des raisons pour lesquelles la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates (% de localités évaluées)^{14 15}:

- 1 Manque d'espace fermé qui garantisse l'intimité et protection 33%
- 2 Risque d'éviction 31%
- 3 Abris non sécurisés 20%

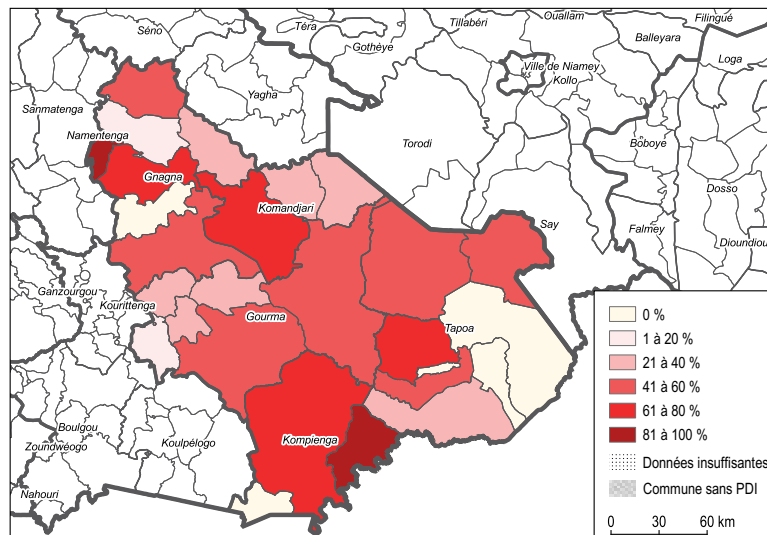
Les besoins en matière de biens non alimentaires (BNA) ont été signalés par les IC dans près de 46% des localités évaluées. Parmi ces besoins, les IC ont rapporté les moustiquaires (29% des localités évaluées), les bidons (24%), et les articles de cuisine (19%).

12. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.
13. Cluster santé, Bulletin n°28 du cluster santé, mai 2022.

14. La définition de «adéquates» est laissée à la discrétion de l'IC.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à l'eau pour couvrir les besoins des ménages :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population s'est lavé les mains avec de l'eau seulement.

Région de l'Est	65%
Kompienga	100%
Tapoa	86%
Komondjari	71%
Gourma	60%
Gnagna	37%

Dans plus de 44% des localités évaluées, les IC rapportaient que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour satisfaire aux besoins du ménage, notamment dans les provinces de la Gnagna, du Kompienga et du Gourma. Selon les IC, la majorité de la population utilisait le forage comme source d'eau principale (83% des localités évaluées). Dans plus de 33% des localités évaluées, le temps requis pour rejoindre la source d'eau, attendre, collecter l'eau, et en revenir était compris entre 30 minutes et une heure. Dans près de 11% des localités évaluées, les IC rapportaient que la population n'accédait pas à certains points d'eau à cause de l'insécurité, notamment dans les communes de Madjoari, Kompienga et de Pama. Dans le secteur de l'assainissement, les IC rapportaient que dans 67% des localités évaluées, la majorité de la population pratiquait la défécation à l'air libre notamment dans les provinces de la Komondjari et Kompienga. Dans la province de la Kompienga, les IC ont rapporté que la majorité de la population se lavait les mains uniquement avec de l'eau dans 100% des localités évaluées.

% de localités évaluées où la majorité de la population n'utilisait pas de latrines:

Région de l'Est	67%
Tapoa	79%
Komondjari	71%
Gourma	68%
Gnagna	51%

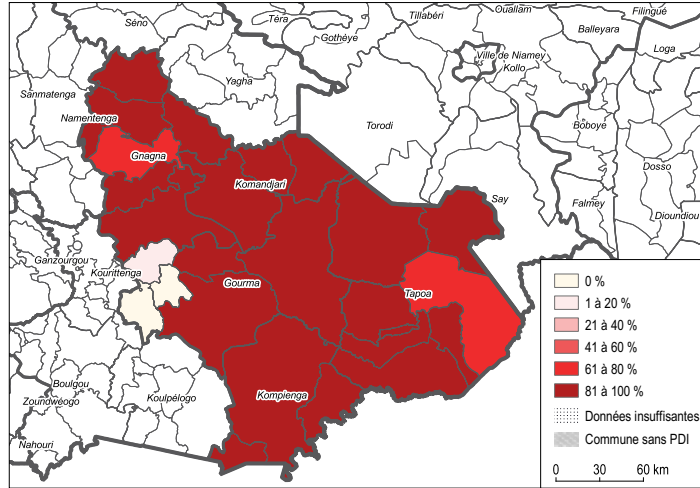
15. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région de l'Est

Education

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours des 30 jours avant l'évaluation:



Selon les IC dans près de 88% des localités évaluées dans la région de l'Est, la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs à distance de marche. Les provinces de la Kompienga et de la Komondjari étaient les plus touchées par le manque d'accès aux services éducatifs (88% des localités évaluées). Les trois principales causes d'indisponibilité des services d'éducation étaient, entre autres, le manque d'enseignants (43% des localités évaluées), la destruction des infrastructures scolaires (17%) et l'insécurité (15%)¹⁶. En effet, la région de l'Est a enregistré une augmentation du nombre d'établissements scolaires fermés (+27), faisant d'elle la deuxième région concentrant le plus grand nombre d'établissements fermés¹⁷.

Principales raisons du manque d'accès à l'éducation (% de localités évaluées)¹⁸

1 Manque d'enseignants dans la zone	43%
2 Les infrastructures sont fermées sur décision des autorités	17%
3 Les infrastructures scolaires sont détruites	15%

Communication

% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable n'existait pas (top 3 des provinces) :

Région de l'Est	54%	
Kompienga	86%	
Tapoa	60%	
Komondjari	59%	

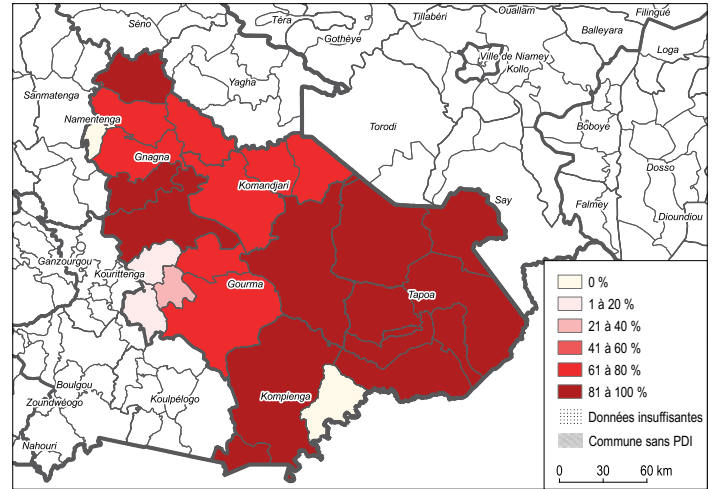
Dans près de 54% des localités évaluées, les IC ont rapporté l'absence de réseau de téléphonie, notamment dans les provinces de la Kompienga, la Tapoa et la Komondjari. En effet, le sabotage des installations des réseaux de téléphonie mobile est l'un des modes opératoires mis en œuvre par les groupes armés pour isoler les zones attaquées de tout secours afin d'en prendre l'entier contrôle¹⁹. Selon les IC, les deux principaux types d'informations qui auraient été les plus utiles pour les populations étaient des informations sur le contexte sécuritaire (50% des localités évaluées) et les informations concernant l'accès à l'assistance humanitaire (39%), selon les IC. Par rapport à ce dernier, les IC ont rapporté que la majorité de la population dans 63% des localités évaluées avait des difficultés à accéder aux informations sur l'aide humanitaire disponible.

16. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé la non fonctionnalité des écoles sur la période.
17. MENAPLN (ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales) [rapport statistique mensuel de données d'éducation en situation d'urgence](#) du 31 mai 2022.

18. Les IC ne pouvaient choisir qu'une seule options.

Protection

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :



Principales inquiétudes en matière de protection (% de localités)^{20 21}:

Violence par un groupe armé	99%	
Restriction de mouvement	58%	
Harcèlement	54%	
Criminalité	48%	
Enlèvement	42%	

Dans la région de l'Est, les IC ont rapporté que la majeure partie de la population ne se sentait pas en sécurité dans près de 79% des localités évaluées. Ce sentiment d'insécurité était particulièrement présent dans les provinces de la Tapoa, de la Kompienga et de la Gnagna. En effet, les principales préoccupations des populations étaient la violence par un groupe armé (99% des localités évaluées), les restrictions de mouvement (58%), les harcèlements (54%), la criminalité (48%) et les enlèvements (42%)¹⁸. Aussi, les IC ont rapporté que les relations entre les populations hôtes et les PDI ont été jugées bonnes dans la majorité des localités évaluées.

Redevabilité aux populations affectées

% des localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire :

Région de l'Est	9%	
Kompienga	43%	
Komondjari	12%	
Gourma	10%	
Gnagna	9%	
Tapoa	0%	

Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées)²¹ :

1 Sécurité alimentaire	81%
2 Protection	46%
3 Education	31%

19. Libre Info, Burkina Faso: [destruction de pylônes, d'aérodrome, des édifices publics, rien échappe encore à la colère des terroristes](#), février 2022.

20. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé des inquiétudes en matière de protection.

21. Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois options.